

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral complémentaire Relatif à l'exploitation du site exploité par la coopérative AXEREAL SCA Sur la commune d'Éole-en-Beauce (N° ICPE 162)

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir à compter du 21 août 2023;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4110, 4709, 4713, 4736 ou 4737 ;

VU l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°811 du 25 mai 1999 ;

VU l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024 portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU l'étude de dangers datant du mois d'avril 2006 ;

VU la déclaration d'existence transmise par l'exploitant par courrier du 20 mai 2016 suite à la parution du décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le porter à connaissance du 30 décembre 2017, complété le 26 mars 2018, concernant la construction d'un nouveau magasin d'engrais sur le site, d'une plateforme de stockage de céréales non couverte et d'une extension du bâtiment de stockage de produits phytopharmaceutiques ;

VU le courrier de l'exploitant du 22 février 2022 demandant un aménagement, selon les dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, des prescriptions de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 1999 ;

VU l'avis du Service de la Gestion des Risques, de l'Eau et de la Biodiversité transmis par courriel du 27 mars 2018 ;

VU l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours transmis par courrier du 09 avril 2018 ;

VU le rapport et les propositions en date du 9 octobre 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU la transmission, par courrier du 14 octobre 2024, du projet d'arrêté de prescriptions complémentaires ;

VU la réponse de l'exploitant du 7 janvier 2025 indiquant qu'il n'a pas d'observation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de respecter la distance d'éloignement entre le magasin d'engrais et le silo de stockage ;

CONSIDÉRANT que l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 1999 susvisé prescrit que l'établissement doit être doté d'un système d'alarme sonore pouvant être entendu sur l'ensemble du site en toutes circonstances ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a indiqué dans son courrier du 22 février 2022 que la mise en place d'un tel système d'alarme pourrait causer de la gêne pour les tiers habitant à proximité ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a mis à disposition de ses employés des équipements de communication permettant de les prévenir d'un danger à tout moment et qui permettent de répondre à la problématique d'avertissement du personnel en cas d'incident ou d'accident ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

Article 1

La société AXEREAL SCA, dont le siège social est situé 36, Rue de la Manufacture – CS 40639 – 45166 OLIVET Cedex, est tenue, pour l'exploitation de son site situé au lieu-dit La Garenne de Tortois sur la commune d'Éole-en-Beauce, de respecter les dispositions suivantes.

Article 2

Le site est soumis au classement suivant selon la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2160		Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. Sont associées à ces installations : <ul style="list-style-type: none"> 1 séchoir présentant une puissance de 4.6 MW: Les équipements de manutention du grain, d'une puissance globale de 402 kW. 					
	E	2160-1a : Silos plats.	Volume total de stockage	> 15 000	m ³	60266	m ³
	A	2160-2a : Autres installations.	Volume total de stockage	> 15 000	m ³	37573	m ³
2175 - 1	D	Engrais liquides (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 L.	Capacité totale de stockage	> 100	m ³	654	m ³
4110	DC	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés					
		4110-1 : Substances et mélanges solides.	Quantité totale	< 200	kg	190	kg
		4110-2 : Substances et mélanges liquides.	présente dans	> 50 et < 250	kg	249	kg
		4110-3 : Gaz ou gaz liquéfiés.	l'installation	< 10	kg	9	kg
4120	D	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.					
		4120-1 : Substances et mélanges solides.	Quantité totale	< 5	t	4	t
		4120-2 : Substances et mélanges liquides.	présente dans	> 1 et < 10	t	9	t
		4120-3 : Gaz ou gaz liquéfiés.	l'installation	< 200	kg	190	kg
4130	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.					
		4130-1 : Substances et mélanges solides.	Quantité totale	< 5	t	4	t
		4130-2 : Substances et mélanges liquides.	présente dans	> 1 et < 10	t	9	t
		4130-3 : Gaz ou gaz liquéfiés.	l'installation	< 200	kg	190	kg
4510	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de	Quantité totale	> 20 et < 100	t	70	t

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
		catégorie aiguë 1 ou chronique 1	présente dans l'installation				
4718	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	<p align="center">Voir annexe</p> <p align="center">(DIFFUSION RESTREINTE)</p>				
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t.	Quantité totale présente dans l'installation	> 100 et < 200	t	55	t
4702	NC	Stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française.	<p align="center">Voir annexe</p> <p align="center">(DIFFUSION RESTREINTE)</p>				
4705	NC	Nitrate de potassium et engrais composés à base de nitrate de potassium (sous forme de comprimés ou de granulés) qui présentent les mêmes propriétés dangereuses que le nitrate de potassium pur. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieur à 1250 t.	<p align="center">Voir annexe</p> <p align="center">(DIFFUSION RESTREINTE)</p>				

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

A : Autorisation
E : Enregistrement
périodique

D : Déclaration
DC : Déclaration avec contrôle

NC : Non Classé

(1) La somme des quantités de substances phytosanitaires relevant des rubriques 4110, 4120, 4130, 4140, 4150, 4510, 4511 et 4331 présentes sur site à un instant t est inférieure ou égale à 100 tonnes.

STATUT DE L'ÉTABLISSEMENT

L'établissement ne relève pas du statut Seveso seuil bas, par règle de cumul définie au point II de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires en termes de suivi des stocks pour respecter cette disposition. Il est en mesure d'en apporter la démonstration en cas de demande de la part de l'inspecteur des installations classées.

Article 3 – Local de stockage des engrais solides

Le magasin de stockage d'engrais solides vrac et big bag est exploité conformément aux éléments présentés par l'exploitant dans sa demande du 20 décembre 2017 complétée le 26 mars 2018.

Article 4 – Réserve en eau d'extinction d'incendie

Le site dispose, à tout moment, d'un volume total d'eau d'extinction disponible de 300 m³.

La défense extérieure contre l'incendie peut être assurée à la fois par des poteaux d'incendie et des réserves dès lors que l'ensemble des critères ci-dessous sont respectés.

Ces points d'eau peuvent être :

- Des poteaux d'incendie de DN 100 conformes aux normes NF EN 14 384 et NF S 61-213CN. Chaque poteau incendie doit délivrer individuellement un débit minimum de 60 m³/heure, sous une pression de 1 bar ;
- Des poteaux d'incendie de DN 150 conformes aux normes NF EN 14 384 et NF S 61-213CN. Chaque poteau d'incendie doit délivrer individuellement un débit minimum de 120 m³/heure, sous une pression de 1 bar ;
- Une ou des réserves d'incendie répondant aux dispositions suivantes :
 - Disposer d'une capacité unitaire en tout temps d'au moins 120 m³ ;
 - Disposer d'une aire d'aspiration de 32 m² (8 x 4) par tranche de 120 m³. Chaque aire doit être stabilisée pour un véhicule exerçant une force portante de 160 kN ;
 - Disposer d'une canne ou d'un poteau d'aspiration par tranche de 120 m³.

La distance maximale du premier point eau incendie par les chemins praticables est de 200 mètres de l'entrée principale du bâtiment.

Les points d'eau devront être judicieusement répartis et facilement accessibles. Ceux-ci devront être implantés à une distance minimale des bâtiments à défendre permettant l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie en dehors des zones d'effet du sinistre (effondrement et rayonnement thermique notamment).

Article 5 – Gestion des eaux d'extinction d'incendie

Le magasin de stockage des engrais solides est raccordé à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 300 m³ avant rejet vers le milieu naturel. Les eaux d'extinction collectées dans ce bassin sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Article 6 – Exploitation du séchoir

Les séchoirs sont exploités conformément aux dispositions suivantes.

6.1 – Règles générales d'aménagement

Les séchoirs sont implantés à au moins 10 mètres des installations contenant des substances combustibles ou inflammables (silos, entrepôts de produits phytosanitaires, dépôts d'engrais solides...).

L'entrée des gaines d'aspiration d'air neuf est éloignée des zones empoussiérées (aires des fosses de réception, raccordement de sortie de l'aspiration centralisée...).

6.2 – Règles d'exploitation

Les installations font l'objet d'un programme d'entretien, de contrôle et de maintenance (automatismes, régulation, brûleurs, ventilateurs, systèmes d'extraction des grains...) décrit par une procédure spécifique qui mentionne notamment la fréquence de ces opérations. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

À la fin de la campagne de séchage ou avant la mise en route du séchoir, il doit être procédé à un nettoyage soigné de la colonne sécheuse et de ses accessoires (systèmes de dépoussiérages, caissons d'air, fourreaux, parois chaudes ...). Ces opérations sont renouvelées chaque fois que cela est nécessaire notamment pendant la campagne de séchage, et si nécessaire lors d'un changement de produits à sécher, notamment les oléagineux.

Les céréales ou les grains à sécher sont préalablement nettoyés de façon correcte avant leur introduction dans le séchoir. Les impuretés telles que rafles, feuilles, débris, végétaux, sont éliminées par un émotteur – épurateur et, si nécessaire, par un nettoyeur – séparateur d'une capacité de traitement adaptée à la capacité de séchage. – Les produits susceptibles d'être en cours de fermentation ne sont pas introduits dans les séchoirs.

En phase de séchage, la surveillance du bon fonctionnement des installations est assurée en permanence par un personnel présent sur le site, formé à la conduite du séchoir et connaissant les procédures y afférentes (mise en route ou remise en route, et arrêt du séchoir). Ce personnel dispose également d'une bonne connaissance des procédures de sécurité, et notamment des consignes en cas d'incendie, ainsi que des moyens d'alerte et d'intervention. L'ensemble des procédures et consignes sont mises à jour et disponibles au poste de conduite.

Une procédure définit les mesures à prendre en cas d'arrêt de plusieurs heures du séchoir non vidé (arrêt de nuit par exemple) sans présence permanente de personnel de surveillance : maintien de la ventilation, extraction périodique des grains, ronde de surveillance, report d'alarme des températures.

6.3 – Équipement des installations

Le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et des équipements et utilités essentiels dans la conduite du séchoir est contrôlé périodiquement par l'exploitant conformément à une procédure spécifique, avec enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées :

- pression de gaz ;
- présence de flamme ;
- ventilation ;
- niveaux de la réserve de grains ;
- extraction des grains ;
- températures d'air neuf, d'air usé et des produits ;
- pression circuit air comprimé ;
- débit d'air.

Tout écart par rapport aux conditions normales de marche des installations fait l'objet d'un signalement à l'opérateur et/ou d'une mise en sécurité du séchoir par asservissement automatique.

Les organes de sécurité associés à ces contrôles sont à sécurité positive : leur mauvais ou non fonctionnement est signalé par une alarme ou empêche le fonctionnement du séchoir.

La mise en sécurité du séchoir comporte au moins les opérations suivantes : arrêt des brûleurs, des ventilateurs, fermeture des volets d'extraction d'air.

Le séchoir est muni de sondes permettant de contrôler la température de l'air usé et de détecter un début d'incendie. Ces sondes sont associées à des seuils d'alarme commandant une alerte (1er seuil d'alarme) et l'arrêt du séchoir (2^e seuil d'alarme). Elles sont correctement réparties et disposées en quantité suffisante. Le défaut de fonctionnement de plus d'une sonde par volume indépendant entraîne l'arrêt du séchoir.

Les médias filtrants sont à structure métallique.

Les brûleurs gaz sont installés avec les sécurités nécessaires conformément à la norme en vigueur EN 746.2, comportant à la fois sectionnement, contrôle d'étanchéité et pressostats maxi et mini sur toutes les régulations.

La coupure de l'alimentation en gaz est assurée par une vanne de coupure manuelle de gaz sur l'alimentation du brûleur, et deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz dans le local abritant le séchoir, et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Les vannes de coupures manuelles de gaz sont situées de manière à pouvoir être accessible et utilisable en toute circonstance, y compris en cas d'accident sur les installations du site. Les capteurs de détection de gaz dans le local séchoir peuvent, par dérogation à la règle définie ci-dessus, ne pas être installés sur justification de l'exploitant dans son étude de dangers, par exemple :

- lorsque l'alimentation en gaz est systématiquement coupée au moyen de la vanne manuelle (vanne de police) dès l'arrêt du séchoir (y compris pour

quelques heures) et qu'une consigne connue du personnel encadre cette mesure ;

- quand le séchoir est implanté dans un local largement ventilé.

Les tuyauteries gaz sont repérées sur toute leur longueur, notamment par leur couleur jaune orangé. Elles sont correctement protégées contre les chocs, la corrosion, les agressions de véhicules, bennes relevées.

6.4 – Protection incendie

Les dispositifs de lutte incendie consistent en :

- des extincteurs, tels que demandés dans le code du travail ;
- un point d'eau à alimentation permanente (RIA...) ;
- et suivant les installations, un système d'aspersion fixe avec mise en pression d'une colonne dans les couloirs.

En cas de présence d'un système d'aspersion dont l'objectif est de refroidir et protéger la structure et d'accompagner la vidange rapide par circuit court, il est possible de se dispenser d'une colonne sèche ainsi que d'un RIA.

Des passerelles, escaliers correctement aménagés permettent un accès facile et en toute sécurité à tous les niveaux du séchoir. Les accès sont réalisés par de larges portes et un éclairage est si nécessaire mis en place. Cette disposition s'applique aux installations nouvelles ou lors de rénovation.

Des dispositifs tels que trappes ou vannes coupe grain permettent d'éviter la transmission d'un incendie depuis le séchoir vers les silos, via les équipements de manutention des céréales qui alimentent les séchoirs.

Le grain présent dans la colonne de séchage peut être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté vers une aire extérieure ou un stockage permettant l'extinction (trappe vite-vite, transporteur...).

La commande d'ouverture de la trappe vite vite est judicieusement positionnée afin d'éviter d'exposer le personnel lors de la vidange du séchoir.

Article 7 – Modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 mai 1999

L'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 1999 est abrogé et remplacé par le présent article, à notification du présent arrêté.

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, tels que définis à l'article 3.3 du présent arrêté.

En particulier, l'exploitant procède régulièrement à des exercices d'évacuation de ses bâtiments, au minimum une fois par an. L'exploitant met à disposition de ses employés, ainsi que des intervenants sur le site, des moyens de communication permettant de les avertir à tout moment en cas d'incident ou d'accident sur le site.

Article 8 - Exploitation des silos

Les silos A et C sont exploités conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29/03/04 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de

grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables, ou tout texte s'y substituant.

Les silos B et D sont exploités conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations existantes relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ou tout texte s'y substituant.

Les silos de l'établissement sont soumis aux prescriptions complémentaires suivantes.

8.1 – Mesures de protection contre les explosions

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

8.1.2 – Dispositifs de découplage

L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos.

Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre.

Pour les silos B et C, des dispositifs de découplage sont mis en place entre les volumes suivants :

Silo	Volume A	Volume B	Résistance en mbar	Nature du découplage
Silo B	Étages 3 et 4 de la tour de manutention	Ciel des cellules	100 mbars	Portes et bardage métalliques
Silo C	Étages 2 et 3 de la tour de manutention	Ciel des cellules	100 mbars	Portes et bardage métalliques
Silo C	Sous-sol de la tour de manutention	Galeries de reprise	100 mbars	Portes en acier

Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :

- Sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques ;
- Et sauf justification contraire, doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espaces sur ou sous cellules vers les tours de manutention.

L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel.

8.1.3 – Moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés

L'étude de danger identifie pour l'ensemble des silos les moyens techniques nécessaires afin de limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes. Pour les silos A, B et C, des surfaces soufflables sont mises en place au niveau des volumes suivants :

Silo	Volumes	Surface en m ²	Nature des surfaces
Silo A	Sous-sol de la tour	3,4 m ²	0,4 m ² de fenêtre vers l'extérieur 3 m ² d'ouverture vers le rez-de-chaussée
	Rez-de-chaussée de la tour	30,4 m ²	12,5 m ² de fenêtre vers l'extérieur 17,975 m ² répartis en 3 plaques en polycarbonate vers l'extérieur
	Étage 1 de la tour	8,4 m ²	3 m ² de plaque en polycarbonate vers l'extérieur 5,4 m ² de fenêtre vers l'extérieur
	Étage 2 de la tour	3 m ²	Plaque en polycarbonate
	Étage 3 de la tour	5,5 m ²	Trappe vers l'étage supérieur
	Étage 4 de la tour	3,8 m ²	Trappe vers l'étage supérieur
	Étage 5 de la tour	3,8 m ²	Trappe vers l'étage supérieur
	Étage 6 de la tour	6 m ²	2 fenêtres vers l'extérieur
	Étage 7 de la tour	6 m ²	2 fenêtres vers l'extérieur
	Étage 8 de la tour	6 m ²	2 fenêtres vers l'extérieur
	Étage 9 de la tour	4,95 m ²	3 m ² de plaque en polycarbonate vers l'extérieur 1,95 m ² de fenêtres vers l'extérieur
	Étage 10 de la tour	1,6 m ²	1,5 m ² de plaque en polycarbonate vers l'extérieur 0,9 m ² de fenêtre vers l'extérieur
Silo B	Sous-sol de la tour	6,7 m ²	4,14 m ² de trappe en bois et 2,52 m ² d'escalier vers le rez-de-chaussée
	Rez-de-chaussée de la tour	5,61 m ²	Fenêtres
	Étage 1 de la tour	4,5 m ²	Fenêtres
	Étage 2 de la tour	4,5 m ²	Fenêtres
	Étage 3 de la tour	3,8 m ²	Ouverture vers l'étage 4 de la tour
	Étage 4 de la	34 m ²	Toiture en fibrociment

	tour		
Silo C	Sous-sol de la tour	5,8 m ²	3,6 m ² de trappe métallique et 2,18 m ² d'ouverture de l'escalier vers le rez-de-chaussée
	Tour de manutention	35 m ²	Plaques en polycarbonate

Les événements sont orientés vers des zones peu fréquentées par le personnel.

8.2 – Prévention des risques liés aux appareils de manutention et aux systèmes d'aspiration et de filtration

Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières et à éviter les dépôts de poussières.

Les organes mobiles (notamment ceux de la manutention) sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement pour éviter tout risque d'échauffement. Les détecteurs de dysfonctionnement des manutentions définis ci-après ainsi que le bon état des capotages font également l'objet de contrôles périodiques.

En outre, l'exploitant établit un programme d'entretien adapté aux installations et à leur mode de fonctionnement, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par du personnel formé et qualifié.

L'exploitant enregistre les travaux réalisés en application de ce programme.

8.2.1 – Appareils de manutention

Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs sont disposés à l'extérieur des jambes. Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Équipements	Dispositifs de sécurité
Transporteurs à bandes	<ul style="list-style-type: none"> • Détecteur de surintensité moteur • Contrôleur de rotation • Contrôleurs de déport de bandes • Bandes non propagatrice de la flamme et antistatique
Transporteurs à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> • Détecteur de bourrage • Détecteur de surintensité moteur
Élévateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôleur de rotation • Contrôleurs de déport de sangles • Paliers extérieurs • Sangles non propagatrices de la flamme et antistatique

Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.

En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

8.2.2 – Systèmes d'aspiration et de filtration

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Afin de prévenir les risques d'explosion, les dispositions suivantes sont prises :

- Les ventilateurs d'extraction sont placés à l'aval des dispositifs de traitement, dans le cas contraire, l'exploitant justifie que les mesures compensatoires mises en œuvre permettent d'atteindre un niveau de sécurité équivalent ;
- Les filtres à manche sont protégés par des événements qui débouchent sur l'extérieur et sont équipés d'un système de détection de décrochement ou de percement des manches ou une procédure de contrôle est mise en place, précisant fréquence et enregistrement ;
- Le stockage et le cas échéant, le traitement des poussières est réalisé à l'extérieur des installations, en particulier, les chambres à poussière ne sont plus utilisées et toute disposition est prise afin d'éviter toute accumulation de poussière à l'intérieur.

8.3 – Vieillessement des structures

L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.

En outre, lorsque la zone d'ensevelissement est susceptible de sortir des limites de propriété, l'exploitant établit une procédure de contrôle visuel des parois, qui spécifie la nature et la fréquence de ces contrôles, qui donnent lieu à un enregistrement.

Article 9 – Exploitation d'un stockage de gaz inflammables liquéfié

L'installation de stockage de GPL est exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées, dans les conditions décrites à son annexe VI.

Article 10 – Exploitation d'un stockage de produits phytopharmaceutiques

Le stockage de produits phytopharmaceutiques contenant des produits classés au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 4110, 4120, 4130, 4140, 4150, 4510 ou 4511 est exploité conformément aux dispositions des arrêtés :

- du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4110, 4709, 4713, 4736 ou 4737 ;

- du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;
- du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510, 4741 ou 4745 ».

Article 11 – Exploitation de stockage d'engrais liquides

L'installation de stockage d'engrais liquide en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 L est exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté du 05/12/16 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.

Article 12 – Délais et voies de recours :

A – Recours contentieux

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter **de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.**

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

B – Recours administratif

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois :

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit

intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 13 – Hygiène et sécurité des travailleurs

L'exploitant doit se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (partie législative et réglementaire) du Code du travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Article 14 – Sanctions administratives

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, le Préfet d'Eure-et-Loir peut, après mise en demeure :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle est restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux ;
- faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre par arrêté, après avis du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques le fonctionnement de l'installation.

Ces sanctions administratives sont indépendantes des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

Article 15 – Sinistre

Si l'installation se trouve momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant de l'exploitation, le Préfet d'Eure-et-Loir peut décider que la remise en service soit subordonnée, selon le cas à une nouvelle autorisation.

Article 16 – Publicité

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 4 mois.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

Article 17 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 14 JAN. 2025
Le Préfet, pour le Préfet,
La Secrétaire Générale


Agnès BONJEAN